

EN BREF

COVID-19 : UN SEUL CRÉMATORIUM OUVERT MÉTROPOLITAIN. La métropole européenne de Lille (MEL) a décidé de fermer le crématorium d'Herlies, à titre préventif (notre photo). Trois des cinq agents qui y travaillaient ont effectivement été testés positifs au Covid. Les deux autres collègues, considérés comme cas contact, ont été placés en confinement, en attendant qu'ils aient le résultat de leurs tests. D'après la MEL, « les mesures préventives mises en place permettent d'écartier tout risque pour les personnes ayant fréquenté le crématorium ces dernières semaines ».



Pour les crémations qui devaient se tenir dans les prochains jours (il y en a une dizaine, en moyenne,

à Herlies), elles seront déplacées au crématorium de Wattrelos. Il n'y a que deux crématoriums sur le territoire de la métropole, à Herlies et Wattrelos. « Les horaires vont être élargis à Wattrelos, qui va désormais fonctionner de 6 h à 22 h. Nous avons une obligation légale de procéder aux incinérations dans les six jours suivant un décès », indique-t-on à la MEL.

De même, les cérémonies prévues initialement à Herlies pourront se tenir à Wattrelos. Rappelons que depuis le confinement, les agents des crématoriums de la MEL ne peuvent plus prendre en charge les cérémonies, ce sont les employés des pompes funèbres qui les assurent. Le crématorium d'Herlies rouvrira, dès que les agents positifs auront respecté la période de quarantaine. Les locaux seront complètement désinfectés. ■ R. R.

POUR LA RELANCE D'UNE DYNAMIQUE CULTURELLE

ANSTAING. Le confinement, comme partout, a brisé tous les élan qui font la vie d'une cité. Vendredi dernier, le conseil municipal a fait le point sur les axes de relance de la machine culturelle et associative. « Nous voulons redynamiser la vie culturelle dans le village et nous montrer solidaires avec le monde de la culture fortement en péril », déclare Étienne Dumoulin, le maire. « Aussi, nous avons réservé et payé par anticipation un spectacle du Théâtre du Prato qu'il est prévu de donner le vendredi 9 octobre, en après-midi pour les scolaires et en soirée pour les familles ». Une initiative qui, pourtant, n'apparaît pas encore sur l'agenda du théâtre ni sur celui de la commune. La commune souhaite également relancer l'association La Marque au fil de l'eau, actuellement au point mort. Cette association qui regroupe onze communes du territoire Est du Val de Marque a pour objectif de promouvoir la culture sur son territoire et de mutualiser les moyens des communes en proposant des spectacles et animations de qualité pour ses habitants. Enfin, faute d'avoir pu réunir toutes les associations, la commune va distribuer une brochure de présentation de toutes les activités qu'elles proposent. L'enjeu est important, notamment pour les personnes âgées qui souffrent de la situation et de l'isolement qu'elle engendre. ■ J.-P. V. (CLP)

CRÉATION D'UNE FOURRIÈRE AUTOMOBILE

VENDEVILLE. Chaque année, cinquante véhicules en moyenne doivent être enlevés sur le territoire de la commune. La gêne occasionnée par leur stationnement abusif, accru par les délais d'enlèvement, engendre une exaspération des habitants des quartiers impactés et un certain sentiment d'impunité chez les contrevenants. Ce sont parfois des véhicules volés en attente de « livraison » ou des véhicules en voie d'épavisation dont les vignettes et les contrôles techniques sont largement dépassés. L'enlèvement se fait au frais de la commune, de même que la destruction, s'ils ne sont pas réclamés par leur propriétaire. En 2019, les frais de destruction des véhicules ont coûté à la commune 2 145 €. Afin de régler ce problème au 1^{er} janvier 2021, le conseil municipal a décidé d'instituer un service public de fourrière automobile dont l'exploitation sera confiée à une société qualifiée. Sans délai, sur réquisition du maire, les véhicules seront enlevés et la commune n'aura plus à prendre en charge les frais qui seront recouverts par la société auprès des propriétaires. ■ V. L. (CLP)

Le syndicat de police Alliance interpelle les élus sur le manque d'effectif

Deux policiers du syndicat Alliance ont décidé de rencontrer les élu(e)s des plus grosses communes de la métropole. Leur but est de les sensibiliser au manque d'effectifs dans les commissariats et aux conditions de travail de leurs collègues.

PAR CÉDRIC GOUT
villeneuedascq@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ. À l'heure où le gouvernement a décidé d'augmenter de près de 740 millions d'euros le budget du ministère de l'Intérieur, deux policiers du syndicat Alliance se sont lancés, hier, dans une tournée des maires de la métropole lilloise. Arnaud Boutelier, secrétaire régional adjoint, et Julien Soir, permanent du syndicat sur

« Le commissariat de Villeneuve-d'Ascq gère aussi les communes de Mons-en-Barœul, Lezennes et Forest-sur-Marque.

l'agglomération de Lille, ont décidé de faire bouger les élus sur la question des effectifs de police et les conditions de travail. Point de départ : la mairie de Villeneuve-d'Ascq où ils ont rencontré la première adjointe chargée de la sécurité de la ville, Maryvonne Girard.

« Villeneuve-d'Ascq est une ville d'environ 100 000 habitants si on compte les étudiants, indique Arnaud Boutelier. Le commissariat gère aussi les communes de Mons-en-Barœul, Lezennes et Forest-sur-Marque. Et pour tout ça, il y a deux fonctionnaires en police secours et un groupe d'appui ! Mais l'équipe de police secours peut être appelée sur d'autres secteurs... »



Devant la mairie de Villeneuve-d'Ascq, Arnaud Boutelier (à gauche) et Julien Soir, du syndicat de police Alliance.

Arnaud Boutelier a travaillé à Villeneuve-d'Ascq. Julien Soir y vit et connaît bien la ville et le commissariat. « Ils sont actuellement 38 policiers, indique ce dernier. En 2005, ils étaient 160... Il y a eu un allègement parce que les services ont été centralisés à Lille. Villeneuve-d'Ascq n'a pas de quartiers difficiles ou sensibles. Mais il y a 1 300 dossiers en attente. L'effectif comprend les officiers, la police technique et scientifique, les enquêteurs et les équipes police secours et d'appui. Mais avec les re-

pos hebdomadaires, il y a toujours 40 % de personnel en moins. » Les deux syndicalistes ont donc fait savoir à la première adjointe qu'il manque entre 20 et 30 policiers dans la circonscription pour que les conditions de travail des fonctionnaires soient portables et qu'ils puissent assurer convenablement la sécurité de la population. « C'est un minimum vital, explique Arnaud Boutelier. Que l'État se réengage ! » Ils attendent de même de la part des élus. ■

Tests Covid à la faculté de médecine : 12 % de tests positifs

LILLE. L'Université de Lille a organisé une vaste opération de dépistage ciblé pour les 800 étudiants de 3^e année de médecine, 5^e année de pharmacie et 4^e année d'odontologie entre les 22 et 26 septembre. 530 ont participé à cette campagne. Les résultats agrégés de ces tests indiquent un taux de positivité de 12 % en 3^e année de médecine (40 tests positifs sur 440 résultats disponibles soit 9 % auxquels s'ajoutent 20 cas récents connus antérieu-

rement), quatre points au-dessus des taux de positivité connus dans la population générale (8,2% pour le département du Nord et 10,8% pour la Métropole européenne de Lille la semaine du 14 au 20 septembre).

DES TESTS À LA CITÉ SCIENTIFIQUE

Les autres résultats révèle un taux de cas positifs de 4 % en 5^e année de pharmacie et 4^e année d'odontologie (3 tests positifs sur 72 résultats disponibles). Cette

« stratégie pro-active de dépistage ciblé vise à limiter les risques de transmission au contact de publics fragiles et à maintenir les conditions optimales d'enseignement théorique et pratique. Elle permettra à notre université d'adapter les modalités de stages hospitaliers pour les promotions concernées », indique l'Université de Lille. Hier mardi, deux nouvelles promotions d'étudiants ont été testées sur le campus de Cité scientifique à Villeneuve-d'Ascq. ■